



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 24 mai 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,6% sur les quatre premiers mois de l'année

Banque et finance [\(ici\)](#)

Réglementation : Goldman Sachs Group reçoit l'agrément des régulateurs chinois en vue de l'établissement d'une JV de gestion de patrimoine avec ICBC

Forte appréciation du RMB : nouveau record atteint à 6,37 pour un dollar le 28 mai

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations France-Chine : réunion virtuelle entre M. Bruno Le Maire et M. Hu Chunhua

Relations France-Chine : réunion virtuelle entre M. Franck Riester et M. Wang Wentao

Relations Chine-US : premier appel téléphonique entre Liu He et Katherine Tai

Relations Chine-Europe : la Lituanie quitte le groupe de coopération « 17+1 »

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : Tesla annonce la création d'un centre de données en Chine

Economie numérique : les bénéfices de Xiaomi ont doublé au premier trimestre 2021

Innovation : 12 universités créeront un département des « technologies du futur »

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Transport aérien : la compagnie Juneyao et le groupe Fosun, candidats potentiels au rachat de Hainan Airlines

Climat : un rapport de la banque d'investissement chinoise CICC estime que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE réduira les émissions mondiales de 0,3% et n'aura qu'un impact économique limité

Climat : plusieurs études internationales dénoncent la hausse des émissions en Chine, tandis qu'une réunion politique à haut niveau rappelle la détermination chinoise à atteindre la neutralité carbone

Energie : 7 provinces rappelées à l'ordre pour le contrôle de leur consommation énergétique

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Zhejiang : mesures financières (400 Mds CNY) pour le soutien des entreprises à l'atteinte de la neutralité carbone

Shanghai : l'université Jiaotong annonce la création d'un nouvel Institut sur la Neutralité Carbone

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Bourse : prise de fonction du nouveau directeur général de HKEX

Bourse : HKEX annonce l'augmentation de 60% du bénéfice cumulé sur 3 ans nécessaire avant une introduction à la bourse de Hong Kong

Bourse : l'indice HSI intégrera le 7 juin 3 nouveaux titres, il passera progressivement de 55 à 80 constituants en 2022

Macao

Tourisme : le nombre de visiteurs à Macao a augmenté de +5,3% en avril

Casinos : les résultats financiers au T1 2021 sont inférieurs à ceux du T1 2019 mais présentent des signes de reprise par rapport au 4ème trimestre 2020

Taiwan ([ici](#))

TSMC : le groupe réfléchirait déjà à une phase 2 du projet en Arizona pour produire le 3 nm

Scooter électrique : Gogoro lance une plateforme d'échanges de batteries en Chine

Industrie : la production industrielle a continué d'augmenter au mois d'avril

Balance des paiements : l'excédent du compte courant atteint près de 26 Mds USD au T1 2021

Auchan : le groupe pourrait se retirer de Taiwan en cédant ses parts dans RT-Mart

Covid-19 : face à la hausse subite des cas de Covid-19 le NDC annonce une nouvelle aide de 210 Mds TWD

Chine continentale

Conjoncture

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,6% sur les quatre premiers mois de l'année

Sur les quatre premiers mois de l'année 2021, les recettes publiques s'élèvent à 7801 Mds RMB, soit une augmentation de +25,5% par rapport à la même période de 2020 (contre +24,2% en g.a. au T1 2021), correspondant à un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,6% (contre +3,2% au T1 2021). Les recettes fiscales et les recettes non fiscales s'accroissent respectivement de +27,1% et +16,6% en g.a. entre janvier et avril. En avril, les recettes fiscales augmentent fortement de +33,3% en g.a., notamment sous l'effet de la collecte de l'impôt sur les sociétés (+51,8% en g.a. grâce à la hausse des bénéficiaires des entreprises industrielles) et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (+42,1% en g.a.). Outre la croissance des revenus des résidents, l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est également liée à la croissance des revenus provenant de plus-values de cessions et de dividendes sur les actions.

Les dépenses publiques s'élèvent à 7640 Mds RMB sur les quatre premiers mois, soit une croissance ralentie de +3,8% par rapport à la même période de 2020 (contre +6,2% en g.a. au T1 2021). Au cours du quadrimestre sous revue, les dépenses dans l'éducation, la santé et la sécurité sociale/emploi augmentent respectivement de +12,4%, +6,3% et +5,8% en g.a.

Pour mémoire, selon le rapport de politique budgétaire publié consécutivement aux *Lianghui*, le déficit budgétaire officiel sera ramené à environ 3,2% du PIB en 2021 (contre "3,6% ou plus" fixé en 2020). Les dépenses gouvernementales augmenteront de +1,8% en g.a. à 25 012 Mds RMB, en lien avec un rebond des recettes fiscales de +8,1% d'une année sur l'autre à 19 765 Mds RMB en 2021. Les efforts se concentreront sur le soutien à l'emploi et le niveau de vie des populations, en allouant 15,3% à l'éducation, 13,8% à la sécurité sociale et aux emplois, 7,5% à la santé (en 2020, les dépenses de l'éducation représentaient 14,8%, la sécurité sociale et les emplois 13,3%, la santé 7,8%).

En ce qui concerne les obligations des gouvernements locaux, les collectivités ont émis au total 1671 Mds RMB d'obligations entre janvier et avril (contre 1897 Mds RMB sur les quatre premiers mois de 2020), dont 718 Mds RMB de *Special purpose bonds (SPB)* (contre 1224 Mds RMB sur les quatre premiers mois de 2020). L'émission de SPB de cette année a beaucoup ralenti par rapport à l'année dernière, en liaison avec deux facteurs, l'un de calendrier : alors que le MOF avait autorisé les collectivités locales à utiliser leur quota de SPB (1000 Mds RMB) pour l'année 2020 dès novembre 2019, le quota de SPB pour l'année 2021 n'a été accordé qu'au début du mois de mars 2021, lors des deux assemblées (les *Lianghui*) ; l'autre d'opportunité, les gouvernements étant réticents à utiliser les enveloppes, compte tenu du faible pourcentage de projets rentables et de leur niveau d'endettement élevé. Pour l'année 2021, les gouvernements locaux sont autorisés à émettre 3650 Mds RMB de SPB qui sont généralement utilisés pour financer des projets d'infrastructure et de bien-être public, en baisse légère par rapport aux 3750 Mds RMB accordés l'année dernière.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Réglementation : Goldman Sachs Group reçoit l'agrément des régulateurs chinois en vue de l'établissement d'une JV de gestion de patrimoine avec ICBC

Goldman Sachs vient de recevoir l'agrément de la CBIRC en vue de la création d'une coentreprise (JV) de gestion de patrimoine, conjointement avec ICBC, au sein de laquelle Goldman Sachs sera actionnaire majoritaire à 51%, selon un communiqué conjoint des deux entreprises publié le mardi 25 mai. Selon Tuan Lam, responsable des activités clients pour la région Asie-Pacifique chez Goldman Sachs Asset Management, «Cette coentreprise [...] accélérera [l'] objectif [de Goldman Sachs] d'établir une position de leader [sur un marché] de gestion de patrimoine comptant parmi les plus importants et les plus dynamiques au monde».

Le marché de la gestion de patrimoine (*wealth management*) chinois, estimé à 54 000 Mds USD, attire de nombreux acteurs internationaux de la finance. Pour rappel, en décembre 2019, Amundi a été la première entreprise étrangère à devenir actionnaire majoritaire d'une entreprise de gestion de patrimoine chinoise, détenant 55% d'une JV avec la filiale de *wealth management* de Bank of China. En mars 2021, JP Morgan a annoncé qu'elle investirait 2,67 Mds RMB (417 M USD) dans l'unité de gestion de patrimoine de China Merchants Bank Co. Le 11 mai 2021, BlackRock Inc. a à son tour reçu une licence l'habilitant à être actionnaire majoritaire au sein d'une JV de gestion de patrimoine, avec la China Construction Bank (actionnaire à 40%) et le fonds souverain singapourien Temasek Holdings Pte., JV au sein de laquelle BlackRock sera actionnaire à 50,1%.

Sur différents segments de marché de l'industrie financière, les banques étrangères déploient des plans d'expansion ambitieux en Chine, depuis que le gouvernement chinois a annoncé une série de mesures d'ouverture en 2018-2019. Ainsi, en décembre 2020, Goldman Sachs a conclu un accord avec son partenaire *Beijing Gao Hua Securities Co.*, pour racheter les 49% de participation qu'il ne possède pas. En mars 2021, UBS Group AG, la première banque étrangère à avoir obtenu l'agrément en vue du contrôle majoritaire de son entreprise de valeurs mobilières en Chine (actionnaire à 51% actuellement), a annoncé son intention de renforcer sa participation de 16% dans la JV, dans la mesure où ses deux partenaires *Guangdong Provincial Transportation Group Co.* et *China Guodian Capital Holdings Ltd* envisageaient de vendre respectivement 14% et 1,99% de leurs parts (ce qui porterait la participation totale d'UBS à 67%). Credit Suisse Group AG renforce également ses ambitions et cherche à prendre le contrôle total de sa coentreprise de valeurs mobilières au cours de l'année prochaine.

Forte appréciation du RMB : nouveau record atteint à 6,37 pour un dollar le 28 mai

Le 28 mai, le yuan *onshore* (CNY) a enregistré un nouveau record à la hausse depuis juin 2018, atteignant 6,37 pour un dollar, soit une forte croissance de +10,7% depuis fin mai 2020. Le yuan *offshore* (CNH) a également enregistré un nouveau record à la hausse depuis janvier 2018 par rapport au dollar, à 6,37 pour un dollar à l'ouverture. Cette appréciation est cependant à relativiser au regard de l'évolution de l'indice CFETS, qui s'est apprécié d'environ 5,3% depuis fin mai 2020, pour s'élever à 97,19 le 21 mai 2021.

L'appréciation du yuan a été alimentée par la dépréciation continue du dollar, l'indice UDX s'élevant à 90,08 le 26 mai, soit le niveau le plus bas enregistré depuis janvier 2018. Les entrées de capitaux ont contribué à accélérer la dynamique d'appréciation, les investisseurs étrangers ayant acheté massivement des obligations chinoises dans

la perspective de l'inclusion de ces dernières à l'indice FTSE Russell en octobre 2021 (*World Government Bond Index*) et en raison des rendements attractifs.

Dans ce contexte, les autorités chinoises semblent envoyer des signaux discordants : alors qu'au cours du mois de mai, la PBoC a établi des taux de référence journaliers USD/CNY (*fixing* encadrant les fluctuations du yuan *onshore* de plus ou moins 2%) à des niveaux constamment plus faibles qu'anticipé par le marché (à l'exception de quatre *fixing*), le vendredi 21 mai, Liu Jinzhong, Directeur du département de Recherche et Statistiques de la PBoC à Shanghai, a indiqué dans le magazine *China Finance* (dirigé par la PBoC) que « la monnaie devait continuer à s'apprécier pour contrebalancer la hausse des prix des matières premières importées » (l'article a été supprimé depuis). Le dimanche 23 mai, le vice-gouverneur de la PBoC Liu Guoqiang indiquait dans un communiqué lapidaire que le yuan avait fluctué dans « les deux directions », que le taux de change était déterminé par les forces du marché et qu'il resterait « relativement stable », à un « niveau adapté et d'équilibre ». Le 28 mai, la PBoC a fixé un taux de référence journalier USD/CNY haut, à 6,3858. Selon Caixin, ce *fixing* a contribué à dissiper en partie les craintes du marché sur le fait que la PBoC cherche à ralentir la forte appréciation du yuan. A ce titre, certains médias d'Etat ont même rapporté que la dynamique d'appréciation pourrait se poursuivre. Le *China Securities Journal* citait mercredi 26 mai des analystes de marché affirmant que la devise pourrait encore s'apprécier en raison de la reprise économique et des entrées de capitaux dans le pays. Le *Shanghai Securities News* a quant à lui rapporté que le yuan pourrait atteindre 6,2, citant Citic Securities Co., la plus grande société de courtage du pays.

Pour rappel, depuis septembre 2020, les régulateurs chinois ont mis en œuvre plusieurs mesures afin d'atténuer les pressions résultant de la forte appréciation du yuan et équilibrer les flux de capitaux transfrontaliers (cf. Brèves hebdomadaires des Semaines du 12 octobre, 19 octobre, 12 novembre 2020, 11 janvier 2021), notamment les programmes *Qualified Domestic Limited Partner* (QDLP) et *Qualified Domestic Investment Enterprise* (QDIE), une nouvelle distribution de quotas de *Qualified Domestic Institutional Investor* (QDII), reflétant la volonté de Pékin de favoriser les sorties de capitaux, et la levée du ratio de réserves appliquées aux opérations de change à terme. En janvier, la PBoC et la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) ont également annoncé avoir augmenté le coefficient d'ajustement des prêts à l'étranger des entreprises non financières nationales dans le cadre de l'évaluation macro-prudentielle (*Macroprudential Assessment*, MPA) de 0,3 à 0,5, leur permettant de prêter plus d'argent à leurs filiales en propriété exclusive et d'autres sociétés dans lesquelles elles détiennent des participations à l'étranger. Par ailleurs, afin d'encourager l'utilisation du yuan à l'international, le facteur de conversion monétaire de l'encours des prêts en devises étrangères a été relevé de 0 à 0,5, impliquant ainsi que l'encours des prêts en devises étrangères bénéficie d'un quota supérieur à l'encours des prêts en yuan.

Si la PBoC semble se montrer tolérante au regard de la forte appréciation du yuan ces dernières semaines, elle ne tolérera certainement pas une amplitude trop importante des entrées ou sorties de capitaux ou une forte volatilité de la devise. Selon Caixin, tout signe pouvant indiquer que la PBoC laissera le yuan s'apprécier davantage contribue à alimenter les spéculations des *traders*, entraînant potentiellement des afflux de capitaux susceptibles d'alimenter des bulles spéculatives.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations France-Chine : réunion virtuelle entre M. Bruno Le Maire et M. Hu Chunhua

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, et Hu Chunhua, vice-Premier ministre de la République populaire de Chine, se sont entretenus en visioconférence le 27 mai. Les ministres ont échangé sur la sortie de crise et la reprise économique mondiale qui représente des opportunités pour les deux pays.

Ils ont constaté les progrès effectués sur la question du zonage en cas de peste porcine africaine. Fixé comme l'un des objectifs de la feuille de route adoptée par le président de la République et le Président Xi Jinping en novembre 2019, la signature de cet accord reste une priorité pour les deux pays. Les ministres sont convenus de conclure les négociations d'ici l'automne prochain.

Bruno Le Maire est revenu sur les difficultés rencontrées dans plusieurs secteurs par des entreprises françaises souhaitant accéder au marché chinois. Il a rappelé la nécessité d'atteindre un degré d'ouverture comparable entre nos deux pays, permettant des conditions de concurrence équitable entre nos entreprises.

Les ministres se sont également accordés sur l'urgence de mettre en œuvre le cadre commun pour les restructurations de dettes, en particulier pour les cas du Tchad et de l'Éthiopie. Bruno Le Maire a rappelé l'importance de l'engagement de la Chine pour permettre l'adoption de nouvelles initiatives multilatérales. En particulier, les ministres ont discuté de la nécessité de parvenir à un accord global au G20 Finances de Venise en juillet sur la réforme de la fiscalité internationale. Bruno Le Maire et Hu Chunhua soutiennent par ailleurs la nouvelle directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans sa volonté de réformer l'institution.

Bruno Le Maire est revenu sur la nécessité de faciliter durant les prochains mois l'accès à la Chine de la communauté d'affaires, qui rencontre aujourd'hui nombre de blocages pour motifs sanitaires. Enfin, les ministres souhaitent la tenue prochaine et en présentiel si les conditions sanitaires le permettent, du Dialogue Économique et Financier de Haut Niveau.

Relations France-Chine : réunion virtuelle entre M. Franck Riester et M. Wang Wentao

M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, s'est entretenu le 25 mai avec M. Wang Wentao, ministre du Commerce de la République populaire de Chine.

Le ministre délégué a rappelé l'importance de poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route franco-chinoise établie en 2019 entre le Président de la République et le Président Xi Jinping. Il a souligné à cet égard la nécessité d'un rééquilibrage des échanges économiques entre les deux pays, très dynamiques dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'aéronautique, de l'énergie, de l'économie verte et des villes durables, en assurant, de manière réciproque, un meilleur accès au marché et un traitement équitable de nos entreprises. Il a également mis en lumière l'importance pour la relation bilatérale économique de la facilitation des déplacements des communautés d'affaires entre nos deux pays. Les deux ministres ont souligné la nécessité de renforcer les échanges commerciaux en dépit des difficultés liées à la pandémie de la Covid-19.

Industrie et numérique

Automobile : Tesla annonce la création d'un centre de données en Chine

Tesla a annoncé la [création d'un centre de données](#) à Shanghai pour héberger les données collectées par ses véhicules en Chine. L'entreprise a réitéré que toutes les données collectées sur le territoire chinois seraient stockées localement et a annoncé [d'autres centres de données](#) à l'avenir.

Si la loi sur la cybersécurité (2017) requiert déjà des entreprises étrangères de stocker les données des utilisateurs sur le territoire chinois, le projet de réglementation de l'administration chinoise du cyberspace (CAC) du 12 mai y ajoute la nécessité de stocker les données collectées par les véhicules en Chine et d'obtenir une autorisation avant l'exportation de ces données vers l'étranger ([voir brèves du SER de Pékin du 10 mai 2021](#)). Pour Tesla, cette décision s'inscrit également dans un contexte où la marque subit la pression à la fois des autorités et des consommateurs ; notamment lors du Shanghai Auto show en avril dernier à la suite duquel l'entreprise [avait été contrainte de transmettre](#) les données du Model 3 impliqué dans un accident de voiture.

Economie numérique : les bénéfices de Xiaomi ont doublé au premier trimestre 2021

Dans son [rapport](#) financier publié le 26 mai, Xiaomi a indiqué que ses bénéfices se sont élevés à [1,2 Mds USD](#) au T1-2021, dépassant l'estimation initiale de 800 M USD. Son CA s'élève à 12,1 Mds USD, enregistrant une nette augmentation (+54,7% en g.a.), dont 5,9 Mds USD générées hors de Chine. Selon l'entreprise, près de 50 M de terminaux mobiles ont été vendus dans le monde, plaçant Xiaomi en troisième position mondiale, derrière Samsung et Apple ; et deuxième des ventes en Europe selon Canalys. En Chine, la part de marché de Xiaomi pour les terminaux mobiles s'élève à 14,6%. Quant aux autres segments investis par l'entreprise, les produits IoT comme les télévisions connectées, les ordinateurs et produits connectés, les ventes ont augmenté de 40,5%, tandis que le segment des services internet (jeux vidéo, MIUI) a enregistré une augmentation de 11,4%.

Ces résultats positifs peuvent s'expliquer par une politique de marketing accrue de Xiaomi (ouverture de 2 300 points de ventes supplémentaires depuis le 31 décembre 2020), d'un recul des parts de marché de certains concurrents, notamment Huawei, dans ce secteur. Ils interviennent également alors que l'entreprise a été retirée de la liste du Département de la Défense américain des « entreprises militaires chinoises communistes », qui pouvait potentiellement priver le groupe de financements américains ([voir brèves du SER de Pékin du 10 mai 2021](#)).

Innovation : 12 universités créeront un département des « technologies du futur »

Le 27 mai, le ministère de l'Éducation a publié une liste des 12 universités qui incluront un [département consacré aux technologies du futur](#) (未来技术学院), qui incluent les principales universités du pays (l'université de Pékin, l'université de Tsinghua, l'université de Beihang, l'université de Tianjin, l'université du Dongbei, l'institut de technologie de Harbin, l'université de Jiaotong, l'université du Sud-Est, l'université des sciences et technologies, l'université des sciences et technologies de Huazhong, l'université de technologie du Sud, l'université Jiaotong de Xi'an).

Chaque université comprendra un département de « technologie future », [chaque département](#) devra s'investir dans la R&D de technologies de rupture dans les 10 à 15 prochaines années afin, selon le communiqué, de transformer la réputation du pays de « fabriqué en Chine » à « créé en Chine » (中国制造 à 中国创造). A titre d'exemple, le département à l'université de Pékin, déjà établi en septembre dernier, se concentrera sur les technologies des sciences de la vie et de la santé, tandis que la *South China University of Technology* se concentrera sur la *big data* et l'intelligence artificielle. De même, l'université de Beihang se concentrera sur la technologie aérospatiale.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Transport aérien : la compagnie Juneyao et le groupe Fosun, candidats potentiels au rachat de Hainan Airlines

La compagnie Hainan Airlines, emblème du groupe HNA, placée en situation de liquidation judiciaire le 29 janvier dernier (voir Brève du SER, [semaine du 1^{er} février](#)), a connu en 2020 une [perte d'exploitation considérable](#) de 64 Mds CNY (8,2 Mds EUR), soit près du double de la totalité des pertes cumulées des trois grandes compagnies chinoises que sont Air China, China Eastern et China Southern pour l'année dernière (37,1 Mds CNY de pertes, soit 4,7 Mds EUR ; voir Brèves du SER, [semaine du 29 mars](#)). La compagnie chinoise originaire de l'île de Hainan a particulièrement souffert des conséquences de la crise du COVID-19 dans le transport aérien, son modèle étant en partie fondé sur le développement d'un important réseau international de liaisons point-à-point (appuyé par des subventions publiques de municipalités chinoises désireuses de doper leur connectivité), réduit quasiment à néant par les décisions de la Chine depuis mars 2020 de réduire drastiquement les vols internationaux, associés à des mesures sanitaires et migratoires fortement contraignantes. Pour le T1 2021, Hainan Airlines a d'ailleurs [annoncé de nouvelles pertes](#), s'élevant à 2,6 Mds CNY (330 M EUR), ne profitant pas de la reprise du marché domestique chinois. Le 21 mai, le conseil d'administration de la compagnie se [choisissait](#) un nouveau président en la personne de M. LIU Lu, en succession de M. XU Jun.

Cependant, Hainan Airlines, comptant une flotte de 220 appareils pour la plupart récents, des ressources humaines et opérationnelles et un réseau aérien pré-épidémique dense et dynamique, attire l'intérêt d'investisseurs chinois, dans un contexte où la compagnie de Haikou a perdu 75% de sa valeur marchande par rapport à son pic record datant de 2015. La compagnie shanghaienne Juneyao Air, en lien avec d'autres partenaires financiers, ont mis en place fin avril [un nouveau fonds](#) doté de 30 Mds CNY (3,83 Mds EUR) de capital pour participer aux appels d'offre sur l'acquisition d'actifs du groupe HNA, dont potentiellement Hainan Airlines. Par ailleurs, via sa filiale Shanghai Yuyuan Tourist Mart Group, le conglomérat chinois Fosun a annoncé la [création d'une nouvelle entité](#) à la bourse de Shanghai, dotée initialement de 10 Mds CNY apportés par le groupe mais qui sera portée à au moins 40 Mds CNY (5,11 Mds EUR) avec l'appui d'autres contributeurs, ayant également pour objectif est la reprise d'actifs de Hainan Airlines. A la clôture des marchés à la bourse de Shanghai le 27 mai 2021, la capitalisation de Hainan Airlines était de 35,8 Mds CNY (4,6 Mds EUR). Selon le calendrier de la liquidation judiciaire des 321 entreprises du groupe HNA par la Haute Cour populaire de la province de Hainan, une première [réunion des créanciers](#) doit se tenir le 4 juin prochain. Pour mémoire, Hainan Airlines, créée en 1993, s'était hissée au fil des années au rang de 4^{ème} transporteur chinois le plus important. Avant l'épidémie de COVID-19, Hainan reliait Paris, par quelques vols hebdomadaires, à Chongqing, Guiyang, Shenzhen et Xi'an.

Climat : un rapport de la banque d'investissement chinoise CICC estime que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE réduira les émissions mondiales de 0,3% et n'aura qu'un impact économique limité

Un nouveau [rapport](#) de la principale banque d'investissement chinoise, la CICC (China International Capital Corp), a analysé les effets du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union Européenne sur les émissions et l'économie mondiale. Pour rappel ce mécanisme, annoncé en décembre 2019 et dont la première proposition devrait être publiée en juin par la Commission européenne, vise à limiter les fuites de carbone en appliquant sur les produits importés la tarification carbone en vigueur sur les mêmes produits européens intensifs en émissions.

L'étude prend l'hypothèse d'un prix du carbone européen à 55 USD/tonne avec une tarification du carbone de 50,8 USD pour les produits en provenance de Chine continentale (correspondant au différentiel entre le prix du carbone en Europe et en Chine en avril 2021) dont l'intensité carbone moyenne est estimée à 0,89kg CO₂éq/USD. L'ensemble des importations de l'UE sont prises en compte, bien que le MACF puisse être lancé dans un premier temps sur quelques secteurs particulièrement émissifs uniquement, comme l'acier ou le ciment.

Les résultats, basés sur le modèle de l'équilibre général calculable (CGE), montrent que la mise en place du MACF réduirait les émissions mondiales de 90 Mt par rapport au scénario de référence, soit une réduction moyenne de 0,3 % (la baisse des émissions étant exclusivement observée au sein de l'UE). Pour rappel, l'Union européenne représentait 16.5 % des émissions mondiales de CO₂ en 2018 (source : Emissions Database for Global Atmospheric Research). Concernant l'impact économique, très limité selon l'étude, les pays les plus affectés seraient la Russie et la Chine, avec une baisse respective de leur produit intérieur brute estimée à 0,05% et 0,01. L'Union Européenne elle-même verrait une diminution de son PIB de 0,03% ainsi qu'une baisse de ses exportations et importations supérieure à 2% (voir tableau ci-dessous). En Chine, les machines et équipements, les produits métalliques, les produits minéraux non métalliques (ciment, béton...) ainsi que les produits pétrochimiques seraient les secteurs les plus touchés au niveau des exportations.

图表14 : 欧盟CBAM对各地区宏观经济指标的影响 EU CBAM impacts on other country/regions macro indicators

		GDP Change	Consumption Change	Exports Change	Imports Change
		GDP 变化 (%)	消费变化 (%)	出口变化 (%)	进口变化 (%)
中国大陆	China	-0.01%	-0.05%	-0.29%	-0.54%
欧盟	EU	-0.03%	0.24%	-2.93%	-2.38%
美国	US	0.00%	0.01%	0.04%	0.05%
英国	UK	0.00%	0.00%	0.18%	0.17%
东盟	ASEAN	-0.01%	-0.04%	-0.02%	-0.10%
瑞士	Switzerland	0.00%	0.21%	0.08%	0.60%
俄罗斯	Russia	-0.05%	-0.39%	-0.37%	-1.90%
其他地区	Other regions	-0.01%	-0.11%	-0.40%	-0.75%

资料来源: 亚洲开发银行MRIO数据库, 中金研究院测算 Source: ADB MRIO database, CICC

@YanQinyq

Le rapport conclue sur la non-efficacité d'un tel dispositif et recommande de considérer plutôt la mise en place de taxes carbone ciblées pour les industries les plus intensives en carbone. Pour mémoire, les autorités chinoises ont plusieurs fois exprimé leur opposition à la proposition européenne de MACF. Une réunion ministérielle des pays de BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine) début avril avait donné lieu à une [déclaration commune](#) signée notamment par Huang Runqiu (ministre du MEE) et par Xie Zhenhua (envoyé spécial pour le climat) dont un point exprimait la préoccupation des signataires concernant l'introduction de « barrières commerciales » comme le MACF.

Climat : plusieurs études internationales dénoncent la hausse des émissions en Chine, tandis qu'une réunion politique à haut niveau rappelle la détermination chinoise à atteindre la neutralité carbone

Les émissions de CO₂ en Chine ont augmenté de 14,5% au 1^{er} trimestre par rapport à 2020 et de 9% par rapport à 2019, selon une [étude](#) menée par l'analyste Lauri Myllyvirta du CREA (Centre for Research on Energy and Clean Air, basé à Helsinki). Cette hausse record, la plus importante depuis une décennie d'après l'auteur, est la

conséquence d'une importante reprise de l'activité industrielle post-Covid dominée par les secteurs du ciment, de l'acier et de la construction, tous très intensifs en énergie et reposant encore largement sur les énergies fossiles. 70% de la hausse des émissions proviendrait en effet d'une augmentation de la consommation de charbon, 20% d'une demande accrue en pétrole et 10% du gaz.

Plus tôt ce mois-ci, une analyse de [Rhodium Group](#) estimait que les émissions de gaz à effet de serre en Chine en 2019 auraient pour la première fois dépassé celles de l'ensemble des pays développés. La Chine aurait été ainsi responsable de 27% des émissions mondiales des 6 gaz à effet de serre listés dans le protocole de Tokyo (dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote et trois substituts des chlorofluorocarbones), soit plus de 14 Gt CO₂éq. Cependant, les émissions rapportées au nombre d'habitants restent en deçà de la moyenne de l'OCDE, égale à 10,5t CO₂éq /habitant (Chine : 10,1t CO₂éq /habitant ; USA : 17,6t CO₂éq /habitant).

Parallèlement, Han Zheng, le premier vice-premier ministre, a présidé le 26 mai la [première réunion plénière](#) du groupe de travail sur l'atteinte du pic d'émissions d'ici 2030 et de la neutralité carbone d'ici 2060. L'optimisation de la structure industrielle, la restructuration du bouquet énergétique et le soutien au développement des technologies bas carbone faisaient partie des priorités avancées pour l'atteinte de ces objectifs. Han Zheng a enjoint les entreprises d'Etat à formuler un plan d'action pour l'atteinte du pic de carbone et à prendre l'initiative de mettre au rebut leurs capacités de production obsolètes. L'accent a également été mis sur la nécessité de responsabiliser les gouvernements locaux pour l'application des politiques nationales.

Energie : 7 provinces rappelées à l'ordre pour le contrôle de leur consommation énergétique

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le planificateur macroéconomique de l'État, a convoqué des responsables de 7 provinces chinoises le 13 mai pour leur « rappeler » leurs objectifs de maîtrise de la consommation d'énergie après que leur intensité énergétique (consommation par unité de PIB) a augmenté au premier trimestre. Etaient concernées les provinces du Zhejiang, du Guangdong, du Yunnan, du Qinghai, du Guangxi, de Ningxia et du Xinjiang.

Liu Dechun, directeur de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources à la NDRC, a exigé que les responsables concernés bannissent les projets fortement émetteurs et consommateurs d'énergie (projets dit « 两高 », littéralement « deux haut »). Liu les a également exhortés à renforcer leur travail de « double contrôle » - la maîtrise de la consommation et de l'intensité énergétiques - et à s'assurer qu'ils atteignent leurs objectifs annuels. Ces ordres reprennent ceux prononcés à haut niveau par Xi Jinping fin avril à l'occasion d'une réunion du Bureau politique du Parti communiste chinois, lors de laquelle il avait affirmé que les projets « 两高 » devaient être supprimés (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 3 mai 2021](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Zhejiang : mesures financières (400 Mds CNY) pour le soutien des entreprises à l'atteinte de la neutralité carbone

Les autorités locales de Hangzhou et du Zhejiang ont annoncé 25 mesures financières pour aider les entreprises de la province à atteindre le pic des émissions carbone et à développer la neutralité carbone. Le gouvernement provincial a ainsi annoncé une augmentation des prêts « verts » de 400 Mds CNY (62 Mds USD) d'ici la fin de 2021. Les mécanismes de finance verte et les obligations vertes devront également augmenter de +50 % d'ici 2025. Le gouvernement va mettre en place un système de compte d'émissions carbone pour les entreprises et les institutions, qui couvrira l'ensemble des émissions carbone des entreprises d'ici 2025. Il n'est toutefois pas précisé si les données de cette comptabilité carbone seront publiques.

Source : [Zhejiang Daily](#)

Shanghai : l'université Jiaotong annonce la création d'un nouvel Institut sur la Neutralité Carbone

Le 22 mai, l'université Jiaotong a lancé un nouvel Institut et think-tank universitaire dédié à la neutralité carbone. Cet institut aura vocation à promouvoir les technologies neutres en carbone via des activités de recherches interdisciplinaires, la coopération avec des gouvernements et entreprises, et la contribution aux politiques publiques par l'intégration de la recherche scientifique et des activités industrielle. L'institut a été lancé en présence de M. SU Yinao, directeur du département de l'Énergie et des Mines de l'Académie Chinoise de l'Ingénierie, ainsi que M. Zhou Dadi, vice-président de la China Energy Research Association et ancien directeur de l'Institut de Recherche Energetique de la Commission Nationale de Réforme et de Développement.

Source : [The Paper](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : prise de fonction du nouveau directeur général de HKEX

Alejandro Nicolas Aguzin, ancien directeur de J.P. Morgan Private Banking, a pris ses fonctions de directeur général de HKEX le 24 mai 2021, succédant à Charles Li. Au moment de l'annonce de sa nomination en février 2021, celle-ci avait été interprétée par certains analystes comme le signe de la volonté de HKEX d'affirmer son positionnement international et de réaliser des acquisitions dans des domaines tels que les marchés de devises ou les marchés obligataires à l'étranger, du fait de l'expérience de M Aguzin en banque d'affaires et de son profil international. Ce dernier a réalisé sa première déclaration publique à l'occasion du *LME Asia Metal Seminar*. A cette occasion, M. Auguzin a notamment insisté sur le rôle clé que Hong Kong continuerait à jouer dans l'ouverture du marché chinois, ainsi que sur l'importance pour HKEX de l'investissement durable. Ces premières déclarations semblent avoir été bien reçues par les investisseurs, le titre HKEX gagnant dans la journée 5,4% (après s'être contracté la veille de 0,7%).

HKEX est actuellement le deuxième opérateur boursier mondial par sa capitalisation boursière (80 Mds USD au 27/05/2021), celle-ci ayant par ailleurs triplé en valeur au cours des 10 dernières années.

Bourse : HKEX annonce l'augmentation de 60% du bénéfice cumulé sur 3 ans nécessaire avant une introduction en bourse au sein de son *mainboard*

L'opérateur boursier va relever son seuil minimum de bénéfices requis parmi les critères d'admission à la cote, pour la première fois depuis près de trente ans. Il était dans un premier temps attendu une hausse de 100% mais la réticence des acteurs financiers aurait limité celle-ci à 60%.

Cette décision a été justifiée par l'opérateur de la bourse de Hong Kong par la nécessité de maintenir la qualité de l'offre d'entreprises cotées. Avec ces nouvelles règles, 30% des entreprises ayant accédé à la cote à Hong Kong entre 2016 et 2019 n'auraient pas atteint le seuil requis.

Bourse : l'indice HSI intégrera le 7 juin 3 nouveaux titres, il passera progressivement de 55 à 80 constituants en 2022

Hang Seng Index a publié le 21 mai les noms des 3 titres qui intégreront l'indice HSI le 7 juin. Cette évolution fait suite à l'annonce en mars 2021 de la réforme de l'indice de référence de la bourse hongkongaise, incluant le passage de 55 à 80 constituants et la limitation du poids individuel de chaque titre au sein de l'indice à un maximum de 8% (contre 10% auparavant).

Les 3 titres intégrant l'indice le 7 juin sont Xinyi Solar Holdings (fabricant de panneaux solaires), BYD (producteur de batteries) et Country Garden Services Holdings (gestion immobilière). Les 3 titres représenteraient à leur intégration (basé sur leur capitalisation boursière au 21 mai 2021) 2,41% du HSI (0,98% pour BYD, 0,97% pour Country Garden Services et 0,46% pour Xinyi solar).

Macao

Tourisme : le nombre de visiteurs à Macao a augmenté de +5,3% en avril

Le nombre de visiteurs à Macao a chuté de -21,6 % en g.a (2 533 247 personnes) au cours des 4 premiers mois de l'année. Toutefois, une nette reprise est enregistrée en avril avec 794 819 visiteurs (+5,3% par rapport à mars 2021 et +7 098,8% en g.a.) même si les chiffres sont encore en retrait par rapport à avril 2019 (-77%).

Casinos : les résultats financiers au T1 2021 sont inférieurs à ceux du T1 2019 mais présentent des signes de reprise par rapport au 4^{ème} trimestre 2020.

Les résultats des casinos au T1 2021 restent très en deçà de ceux de 2019 : *SJM* enregistre la plus forte contraction de ses revenus (-130% par rapport au T1 2019), les autres casinos étant également affectés (entre -77% à -98%). Par rapport au T4 2020, *Sands* a enregistré les meilleures performances avec une hausse de ses revenus de +98%, devant *Wynn* (+11%), *Galaxy* (+6%) et *SJM* (+1%).

Les six opérateurs de casinos ont enregistré une baisse de leurs revenus de jeu de masse (-49% à -68%) et VIP (-73% à -88%) au premier trimestre 2021 par rapport au T1 2019. Les revenus tirés des jeux de masse ont toutefois progressé pour *SJM* (+9%), *Melco* (+5%), *Galaxy* (+1%) par rapport au T4 2020, mais *Sands*, *MGM*, *Wynn* ont enregistré une baisse (respectivement -0,4%, -5% et -7%). Pour les revenus VIP, *Sands*, *Wynn*, *Galaxy*, *MGM*, *SJM* ont tous enregistré une amélioration par rapport au T4 2020 (respectivement 209%, +41%, +24%, +10%, +4% et +3%) seul *Melco* voyant ses revenus VIP reculer de -21%.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

TSMC : le groupe réfléchirait déjà à une phase 2 du projet en Arizona pour produire le 3 nm

En mai 2020, [TSMC a annoncé un investissement de 12 Mds USD dans la construction d'une « Fab » de 5 nm en Arizona](#). Les travaux ont commencé, en 2021, et l'usine devrait entrer en production, en 2024, avec une capacité relativement modeste de 20 000 « wafers » par mois. Les discussions récentes qui ont eu lieu à la Maison Blanche avec les grands acteurs mondiaux de l'industrie des semi-conducteurs dont TSMC et le budget consacré à la relocalisation de cette industrie sur le sol américain pourraient faire évoluer le format de ce projet dans le sens d'un renforcement de l'ancrage de TSMC aux USA. Les médias taiwanais signalent, en effet, des discussions au sein de TSMC en vue d'une deuxième « Fab » de 3 nm qui nécessiterait un investissement de 23 à 25 Mds USD. TSMC se retrouve en concurrence avec Intel et Samsung Electronics pour l'obtention de subventions publiques américaines dont le montant pourrait atteindre 52 Mds USD selon les déclarations récentes de l'administration Biden. L'avance technologique de TSMC et la réserve foncière dont il dispose à Phoenix lui permettent, en effet, d'étudier dès à présent la seconde phase de son implantation dans l'Arizona. Elle permettrait de doter les USA de la technologie la plus avancée dans l'industrie des semi-conducteurs. Intel a, de son côté, annoncé en début d'année un investissement de 20 Mds USD dans la construction à Phoenix de deux usines et d'une fonderie mais destinée à satisfaire les besoins extérieurs au groupe et Samsung Electronics investirait 17 Mds USD dans une nouvelle implantation à Austin (Texas). TSMC a, par ailleurs, récemment annoncé le recrutement de Benjamin Miller qui a passé 25 ans chez Intel, pour diriger sa politique RH en Arizona. TSMC indique avoir déjà recruté 250 ingénieurs à Phoenix, pour la plupart de jeunes diplômés, dont une centaine est arrivée à Tainan pour y suivre une formation de 12 à 18 mois.

Scooter électrique : Gogoro lance une plateforme d'échanges de batteries en Chine

Quelques semaines après avoir annoncé un partenariat en Inde avec Hero Motocorp, [Gogoro lance cette fois-ci en Chine une plateforme d'échanges de batteries avec Yadea Tech et DCJ](#), avec une première phase à Hangzhou qui devrait être par la suite étendue à d'autres villes. Ce nouveau partenariat a été créé dans le cadre du programme « Powered By Gogoro Network » (PBGN) qui permet aux membres du programme d'intégrer dans la fabrication de nouveaux modèles de scooters des solutions Gogoro (systèmes intelligents). Selon le communiqué de presse publié par Gogoro, le groupe DCJ est le premier fabricant de scooters en Chine avec une production de 2 M d'unités par an (et plus de 15 000 points de vente) ; Yadea a vendu plus de 10 M de deux-roues électriques en 2020 et détient 22% de part de marché mondial (35 000 points de vente). La stratégie suivie par la licorne taiwanaise rappelle la priorité que les sociétés taiwanaises accordent à l'internationalisation rapide de leurs activités, en raison notamment de la taille limitée du marché domestique, et de la place toujours importante qu'y occupe le marché chinois et de plus en plus et c'est un fait nouveau, le marché indien.

Industrie : la production industrielle a continué de progresser au mois d'avril

Selon le ministère de l'économie (MOEA), [la production industrielle a augmenté de 13,62% en avril, par rapport à avril 2020, soit la 15ème augmentation mensuelle consécutive](#). Largement dépendante du secteur manufacturier (+14,24%) qui représente 91% de la production totale, [cette augmentation résulte principalement des industries électronique \(+15,72%\), chimique \(+15,89%\) et des composants optiques \(+6,7%\)](#). Parmi les composants

électroniques, les semi-conducteurs et les écrans LCD progressent respectivement de 16% et 26%, en raison d'une forte demande externe. La production des industries de la métallurgie, de la machine-outil et des pièces automobiles augmentent de respectivement +15,94%, +26,03% et +33,76%. Sur les quatre premiers mois, la production industrielle progresse de 13,82% soutenue par la croissance du secteur manufacturier (+19,84%).

Balance des paiements : l'excédent du compte courant atteint près de 26 Mds USD au T1 2021

D'après [la dernière publication de la Banque centrale de Taïwan \(CBC\) portant sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant atteint, au 1er trimestre 2021, 25,9 Mds USD (contre 16,9 Mds au T1 2020). Il résulte principalement du commerce de biens (excédent commercial de 18,7 Mds USD, contre 12,4 Mds USD au T1 2020), en raison de la persistance d'une demande externe élevée pour les équipements de télécommunication (5G) et l'informatique de puissance mais également du rebond des activités du secteur manufacturier traditionnel. Au T1 2021, les sorties nettes du compte financier s'élèvent à 15,9 Mds USD (contre 13,2 Mds au T1 2021) : les IDE enregistrent un solde négatif de 1,1 Mds USD avec une augmentation des sorties (+3,47 Mds USD) et des entrées (+2,37 Mds USD) ; les mouvements sur les dérivés diminuent avec au final un solde négatif de -0,2 Mds USD. Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif qui traduit des investissements importants des compagnies d'assurance taïwanaises dans les titres de créance (debt securities) à l'étranger (23,2 Mds USD) et une baisse concomitante des investissements étrangers dans les actifs taïwanais (equity) (-12,4 Mds USD).

Auchan : le groupe pourrait se retirer de Taïwan en cédant ses parts dans RT-Mart

Selon l'agence Bloomberg, [Auchan envisagerait de céder les parts qu'il détient dans RT-Mart](#), un des leaders de la grande distribution à Taïwan. Le groupe français détient 65% du capital d'RT-Mart (partenariat avec Ruentex), leur vente pourrait représenter entre 300 et 400 M USD. Cette opération marquerait un retrait d'Auchan du marché asiatique. Auchan a vendu, en octobre 2020, sa participation dans Sun Art Retail Group Ltd. au géant chinois Alibaba pour 3,6 Mds USD. La création du premier magasin Auchan à Taïwan remonte à 1997. Auchan y emploie environ 5 500 personnes à travers 20 hypermarchés et 2 magasins de proximité.

Covid-19 : face à la hausse subite des cas de Covid-19 le NDC annonce une nouvelle aide de 210 Mds TWD

Le Conseil National du Développement (NDC) a présenté [un nouveau plan d'aide](#) ciblant les travailleurs les plus touchés par la pandémie notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et des transports (taxi). Les personnes les plus vulnérables pourront prétendre à une aide de 10 000 à 30 000 TWD soit 290 à 870 euros. Cette enveloppe de 210 Mds TWD (un peu plus de 6 Mds euros) doit permettre de faire face à la hausse subite des cas de coronavirus observée depuis deux semaines principalement à New Taipei City et à Taipei (plus de 5000 cas en 10 jours et près de 60 décès). De son côté, la banque centrale (CBC) a décidé d'accorder 100 Mds TWD (3 Mds euros) de prêts supplémentaires aux PME (pour un montant total de 400 Mds TWD depuis le début de la pandémie). Ce plan d'aide sera présenté au gouvernement le 3 juin prochain. A la différence du précédent, il ne comporte pas, à ce stade, l'émission de bons d'achats pour soutenir la consommation des ménages.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : Axel Demenet, David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr